

# La Cour des comptes met à mal les prévisions économiques du gouvernement

La Cour des comptes fait rarement le bonheur des gouvernements dont elle scrute les comptes. C'est une fois encore le cas avec le rapport annuel de l'institution, qui étrille le scénario macroéconomique de l'exécutif.

Les sages de la rue Cambon n'y va pas avec le dos de la cuillère pour déplorer des prévisions gouvernementales qui ne tiennent compte « ni de l'impact macroéconomique des mesures prises en fin d'année, ni, en sens inverse, de la dégradation de la conjoncture survenue depuis lors en Europe ». Voici l'exécutif rhabillé pour l'hiver, mais la Cour des comptes n'avance pas masqué. Le rapport explique que le scénario de finances publiques est « préoccupant » en raison des mesures décidées pour répondre aux revendications des « gilets jaunes » : 11 milliards d'euros ont été mis sur la table qu'il faudra bien financer ou accepter de creuser le déficit.

## Déficit public au-delà de 3%

Le gouvernement prévoit un déficit public de 3,2% en 2019, mais la Cour estime qu'il pourrait être plus important. Car les mesures pour compenser les dépenses supplémentaires ne sont pas acquises ; c'est le cas de la « taxe Gafa » que Bruno Le Maire veut faire voter au printemps, et qui devrait rapporter 500 millions d'euros. Il faudra également s'enquérir de la réussite des privatisations d'Aéroport de Paris et de la Française des Jeux. L'exécutif indique aussi que la transformation du CICE en baisse pérenne des charges patronales pèse ponctuellement sur les finances publiques. Cette dépense n'apparaîtra pas dans les prochains budgets : dès 2020, le déficit de la France devrait repasser sous le seuil des 3%.

## Incertitudes économiques

La Cour des comptes pointe du doigt les incertitudes économiques que font peser l'environnement macroéconomique compliqué en Europe. L'hypothèse d'une sortie sans accord du Royaume-Uni de l'UE, l'économie allemande au ralenti, les difficultés en Italie, sans oublier les taxes douanières et la politique commerciale hostile des États-Unis, tout cela aura nécessairement un impact sur les finances du pays. Du côté de Bercy, on maintient la prévision de croissance de 1,7%, mais la Cour interroge cette estimation.